



Ensemble! 69 - La Lettre

la lettre bimestrielle d'Ensemble! 69 - Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

édito

Sommaire

- 1 éditorial
- 2 Politique
- 3 Santé, Droits
- 4 Ecologie
- 5 Fiscalité, Antiracisme
- 6 Pages des élu·es
- 7-8 Pages ouvertes à L'APRES et Génération.s
- 8-11 Solidarité Internationale
- 12 Vie du mouvement

Ensemble! 69 La Lettre

Maison des Passages,
44 rue St Georges,
69005 LYON
contact :
contact@ensemble69.org

Comité de rédaction :
Margot Backès-Marx,
Laurence Boffet, Roger
Champ, Armand Creus,
Gilles Lemée, Denise
Milbergue, Arnaud Peyre,
Alain Touleron
Ont participé au numéro :
Gilbert Dumas, Bernard
Teissier, Luc Antoine, Laurent
Bosetti

Gaza, Palestine, transformons l'émotion en action, élargissons la solidarité !

Samedi 24 mai à Lyon la marche silencieuse à l'appel du Collectif 69 de soutien au peuple palestinien a rempli les rues de l'agglomération avec des milliers de manifestant·es renouant avec l'ampleur des premières manifestations qu'il avait lancé après le 7 octobre 2023.

Un an et demi après, la guerre menée par le gouvernement Netanayaou est devenue une tragédie pour le peuple de Gaza accentuant sa destruction et aggravant le colonisation de la Cisjordanie. Notre mouvement ENSEMBLE! le dénonce clairement dans une motion issue de l'Assemblée Générale du mouvement réunie les 24 et 25 mai : « Sourd aux condamnations internationales et indifférent au sort horrible infligé aux Gazaouis, le gouvernement d'extrême-droite de Netanayaou poursuit son entreprise criminelle. Après les bombardements systématiques, les massacres, notamment de femmes et d'enfants, la destruction de toutes les infrastructures vitales du territoire afin de rendre toute réinstallation impossible pour un État palestinien, le déplacement sans fin des habitants, la négation de l'existence de la population palestinienne de Gaza, il recourt à l'arme de la famine. Au nom de la politique préméditée par le « plan Smotrich » de 2017, l'objectif est à présent affiché de la déportation des Gazaouis hors de Gaza, c'est un génocide en cours dont le pouvoir israélien assume la responsabilité » (Extrait).

Il y en a eu des manifestations, rassemblements, initiatives de boycott ... dans les rues de l'agglomération lyonnaise, fruits du travail d'information et de solidarité sans relâche depuis plus de 20 ans du Collectif 69 de soutien au peuple palestinien. Celui-ci a au plan local su fédérer jusqu'à ce jour, toutes les énergies des différentes composantes associatives, syndicales et politiques du mouvement de soutien à la Palestine pour agir dans l'unité d'action ce qu'il fait semaine après semaine depuis près de 2 ans.

Pour peser aujourd'hui et arrêter le bras des criminels il faut changer de braquet et rassembler dans la rue dans tout le pays des centaines de milliers de manifestant·es, comme en Angleterre, en Allemagne, aux

Pays-Bas, en Espagne, et aussi mettre en mouvement des milliers d'étudiant·es à l'exemple des universités de Genève ou de plusieurs universités des Etats-Unis qui se sont mis en grève avec occupation contre le génocide à Gaza.



Des revendications permettent cet élargissement :

- l'arrêt sans conditions de la guerre à Gaza
- le déploiement d'une aide humanitaire massive à Gaza pour porter secours à la population
- la libération des derniers otages et prisonnier.es de guerre israéliens et des prisonnier.es et otages palestiniens
- la liberté donnée aux médias internationaux d'accéder à Gaza
- des sanctions économiques et diplomatiques mettant fin à l'impunité de l'État d'Israël, dont la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël tant que celui-ci ne respecte pas le droit international.
- la reconnaissance sans délai de l'État de Palestine
- l'imposition du respect du droit international que l'État d'Israël viole systématiquement en toute impunité.

Des fronts d'action unis et larges du local au national sont nécessaires pour imposer ces exigences.

« Tout comme il était urgent de qualifier les crimes commis contre des civils le 7 octobre 2023 de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, il faut aujourd'hui nommer le génocide. Plus que jamais exigeons que soient imposées des sanctions à l'État d'Israël. »
(appel de 300 écrivains dont les prix Nobel de littérature Annie Ernaux et JMG Le Clézio)

Organiser la contre-offensive

Motion de l'Assemblée générale d'ENSEMBLE! des 24 et 25 mai 2025

La situation internationale est dominée par la destruction de l'ordre mondial mis en place en 1945 pour éviter le retour du nazisme et du fascisme et réduire les risques de guerre mondiale : ONU, déclarations universelle des droits humains et de l'OIT. Le capitalisme mondial voyait le fordisme devenir dominant. À l'époque, les droits et libertés politiques et les droits sociaux allaient de pair. La destruction du droit international, largement en cours aujourd'hui, est lourde de difficultés et crises à venir.

Les années 70 ont vu la généralisation du libéralisme et de la mondialisation.

Aujourd'hui, nous affrontons des crises économiques, sociales, écologiques et technologiques à l'échelle mondiale. La multiplication d'impérialismes concurrents engendre des risques de guerre.

La montée des régimes d'extrême droite ou apparentés s'accompagne d'une réduction de tous les droits politiques et sociaux (ceux des femmes en premier lieu).

Aujourd'hui, comme hier, le capitalisme cherche des solutions pour accroître ses dividendes. Le capital transnational cherche à accaparer l'ensemble des ressources naturelles, y compris dans des régions jusqu'alors protégées (cf. Arctique).

En France, l'activité de milliers d'entreprises est menacée. En 2024, le nombre de suppressions d'emplois annoncées était au plus haut. Cette tendance se confirme depuis 2025 où 200 000 emplois industriels, 200 000 emplois du secteur associatif et de l'ESS, 50 000 emplois de PME sont concernés.

Ce n'est pas pour rien que les enquêtes font apparaître que les sujets sociaux – pouvoir d'achat, protection sociale et

services publics – sont premiers dans les préoccupations de la population. Les attentes des salariés en matière de pouvoir d'achat, de reconnaissance au travail sont en contradiction avec les politiques économiques actuelles. La gauche devrait en faire un point d'appui pour mettre en avant une alternative politique qui améliore la vie des gens. Cela demande de s'attaquer aux actionnaires, à leurs dividendes et à leurs patrimoines.

A contrario, le champ politico médiatique est dominé par les idées des extrêmes droites et de la droite radicalisée. Organiser une contre-offensive s'impose.

Le dénouement de la tentative chaotique de Bayrou de remettre en débat la loi retraites de 2023 approche début juin. Une journée de lutte syndicale est d'ailleurs annoncée pour le 5 juin. Ce jour-là, un vote interviendra à l'Assemblée nationale sur une résolution d'abolition de la loi de 2023. Lucie Castets appelle « à présenter une ambition claire et assumée de rupture avec la politique actuellement menée » pour « apporter les réponses adaptées aux défis et aux difficultés auxquelles notre pays fait face ». Elle défend l'idée qu'il faut l'association la plus étroite et continue par les partis, des actrices et acteurs de la société civile organisée. ENSEMBLE! partage ce point de vue et participera à la réunion du 2 juillet initiée par Lucie Castets.

ENSEMBLE! participe et appelle à construire et renforcer les collectifs citoyens du NFP qui se réuniront le 21 juin. Le but : consolider l'exigence de rassemblement unitaire et démocratique sur tout le territoire national et empêcher l'éclatement du Nouveau Front populaire. Une grande initiative nationale est d'ores et déjà prévue à l'automne.

Bagnolet, le 25 mai 2025

Non à la dissolution d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde !

Non aux dissolutions !



**Face aux menaces :
solidarité !**

Une fois de plus, à l'initiative de Retailleau, le Gouvernement menace de dissoudre des organisations qui expriment leur solidarité active avec le peuple palestinien ou s'opposent aux

groupes néo-fascistes.

En engageant cette procédure contre Urgence Palestine et la Jeune Garde, il ne fait que reprendre à son compte les exigences liberticides de l'extrême droite. Ce

Gouvernement, dans une dérive autoritaire, se fait de plus en plus le complice de l'extrême droite.

ENSEMBLE! exprime sa solidarité avec Urgence Palestine et la Jeune Garde face aux menaces de dissolution du pouvoir. Au-delà de ces organisations, ce sont la liberté d'association et la liberté d'expression qui sont directement attaquées.

Bagnolet, le 7 mai 2025

ENSEMBLE! Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

Lyon : contre les dissolutions de la Jeune Garde et d'Urgence Palestine par Retailleau

Le mardi 6 mai, un rassemblement s'est tenu devant la Préfecture du Rhône, initié par le collectif *Fermons les locaux fascistes* dont la Jeune Garde fait partie (Ensemble! 69 aussi) et appelé par une quarantaine d'organisations dont LFI, PCF, Ecolos, NPA-A, CGT, CNT, Solidaires, FSU, LDH, Attac ... Rassemblement réussi avec quelques 400 personnes, majorité de jeunes tonalité rassembleuse et dynamique anti fasciste avec dénonciation du génocide à Gaza : slogans, chants et gestuelle « siamo tutti antifascisti ! » « Lyon ! Lyon ! Antifa ! », « Nous sommes la jeunesse et on emmerde Macron ... et on emmerde Le Pen ! »

3 prises de paroles : collectif *Fermons les locaux fascistes*, Urgence Palestine et Jeune Garde, sobres et clairs comme l'ensemble du rassemblement, appelant à poursuivre le combat en construisant un Front antifasciste et en poursuivant la solidarité avec la Palestine.

Rassemblement mené rondement et dignement. Pas de forces de l'ordre en vue et dispersion appelée à 19h30 sans incidents.

Ce rassemblement était complémentaire au meeting parisien et à une initiative grenobloise contre la dissolution de la Jeune Garde et d'Urgence Palestine.

Armand Creus

Initiatives santé

***La santé est en danger, la santé est un droit
Il est urgent de la défendre, il est urgent que ça change.***

Cette phrase que nous nous répétons depuis de longs mois, que nous entendons de partout autour de nous dans nos familles, chez nos collègues, dans tous les secteurs, nous obsède.

Le « nous » ce sont des militants politiques de Lyon et Villeurbanne d'une grande partie du Nouveau front populaire, de Génération.s, de Victoires Populaires, de Voix Commune ... Voilà des mois que nous avons décidé de nous retrouver en inter organisations pour essayer de cerner le difficile problème de notre système de santé qui se dégrade chaque jour. Nous ne pouvons plus supporter des hôpitaux saturés et des soignants épuisés, des pénuries de médicaments répétées, les déserts médicaux, les restes à charge de plus en plus élevés..... Nous avons pris le parti de recueillir des témoignages dans la rue, sur des marchés, à la sortie du métro, devant un hôpital, ceci depuis plusieurs semaines. Toutes ces actions ont été menées en inter organisations, chacune étant prise en charge par un des parti ou association et l'équipe d'action étoffée par les autres participants. C'est la première fois que nous travaillons ainsi malgré nos différences mais unis sur une lutte commune.

Nous arrivons au terme de notre campagne : l'organisation d'un forum public avec la publication du résultat de notre questionnaire, des invités syndicalistes et associations de santé qui pourront témoigner aussi de leur expérience et des élus politiques qui entendront et répondront de leur mandats dans ce domaine.

Nous voulons faire de ce moment : le 28 juin de 14h à 18h à l'Espace Jean Couty (métro Gorge de Loup) un temps fort pour que notre droit à la santé soit reconnu. Ensemble nous portons ces revendications : Un recrutement massif de soignants, des métiers du soin revalorisés, la création d'un pôle public du médicaments, un réel service de prévention, l'arrêt des fermetures de lits et de services, un hôpital public renforcé, la prise en charge des soins à 100 %.....

C'est un vaste défi, un chantier à entreprendre avec d'énormes difficultés. Mais nous avons fait le pari de le faire ensemble et de tout faire pour qu'il aboutisse et que les choses changent.

Pour accéder au questionnaire entrer l'adresse suivante : <http://bit.ly/QuestSante>

Denise M

Droits

Le Maire, les arbres et les mineurs isolés

Rien n'arrête plus les politiciens de droite extrême dans la surenchère verbale concernant l'immigration. Il s'agit pour eux de concurrencer laborieusement le RN et Zemmour et, de plus, jusqu'à très récemment, il s'agissait pour Retailleau de supplanter Wauquiez et réciproquement. Les migrant-es risquent de faire durablement les frais de plans de carrière soigneusement concoctés. On en est complètement écoeuré-es, révolté-es. Pendant ce temps-là, des vrai-es hommes, femmes, enfants tentent de survivre dans la rue, aidé-es par des Collectifs citoyens épuisés mais toujours combattifs. Dans ce contexte, la publication des listes des fameux métiers en tension permettant (hypothétiquement) aux migrant-es d'être régularisé-es, sonne comme un aveu : la France a besoin de travailleur/euses immigré-es. Il y a là une hypocrisie effarante, un cynisme insupportable.

A Lyon, dans les rues, les parcs et jardins, dans les tentes se multiplient, des familles sont hébergées dans les écoles par le Collectif Jamais sans Toit. L'hébergement d'urgence est, théoriquement, l'affaire de la Préfecture et la position de l'actuelle Préfète est très claire et méprise parfaitement les droits : qu'ils-elles s'en aillent et le plus vite possible. Elle est régulièrement interpellée à ce sujet par la Métropole et la Ville de Lyon mais il semble bien qu'elle les ignore. Les Villes de Lyon, Villeurbanne et, dans une moindre mesure, la Métropole, imaginent donc des montages complexes pour convertir en logements des lieux vacants. Et tout cela prend du temps. Un temps que n'ont pas les gens vivant dans la rue. C'est bien cette discordance des temps qui mène à s'affronter des personnes partageant bon an mal an les mêmes idées, les mêmes valeurs selon qu'ils sont « aux affaires » ou combattent aux côtés des migrant-es laissés-es à la rue.

C'est particulièrement évident dans le cas des 250 mineurs isolés étrangers « installés » sous des tentes dans le jardin des Chartreux et menacés d'en être expulsés à la demande de la Mairie, pour permettre d'effectuer des travaux de réfection. Le Collectif Migrants Croix-Rousse multiplie les

interventions pour alerter les habitant-es, faire signer des pétitions (au marqueur de couleur sur un drap blanc) et éviter l'expulsion sans solution. Cette expulsion enverrait ces jeunes aux quatre coins de la Ville, seuls dans un dénuement absolu.

Alors ? il est parfaitement vrai que la Ville n'a pas de compétence concernant les mineurs qui relèvent de la Métropole. Mais le Maire a le pouvoir de reculer la date des travaux le temps de trouver une solution. Des solutions, il en cherche, assure-t-il mais...ce sera long et compliqué. Pour l'avoir vu dans son face-à-face avec les mineurs du campement des Chartreux, on ne peut que croire en sa sincérité. Et on voudrait lui dire qu'il faut qu'il réussisse pour les jeunes, pour les femmes seules à la rue, pour les familles et, enfin, pour tous/tes celles et ceux qui ne se résoudront jamais à contempler sans rien faire l'impuissance du politique. Il faudrait vraiment que les réponses des Villes et de la Métropole soient à la hauteur des attentes des migrant-es et de la dignité absolue dont ils-elles font preuve en s'organisant dans les difficultés où on les oblige à vivre.

Margot BACKES-MARX

**20 Juin 2025 : Journée mondiale des Réfugiés
Réunion publique 18h - Bourse du Travail**

Contre la chasse aux personnes étrangères et pour le respect de leurs droits et de leur dignité

Organisée par le *Collectif Migrants Réfugiés 69* et le *Collectif Bouge ta Pref*

Autour de trois thèmes :

- 1- Les réfugiés et le droit d'asile
- 2- La machine à fabriquer des sans-papiers
- 3- Les conditions de travail des étrangers

La lutte contre les PFAS est loin d'être terminée

Les PFAS sont un vaste ensemble de molécules fluorées, particulièrement résistantes et largement utilisées dans l'industrie, notamment pour leurs propriétés hydrofuges. Leur résistance fait qu'elles ne se détériorent pas et sont considérées comme des polluants éternels. Polluants, parce que les PFAS se révèlent au fur et à mesure des connaissances scientifiques comme des facteurs d'hypertension, de cancers de la thyroïde et des testicules et jouent sur la détérioration des défenses immunitaires des fœtus.

La région lyonnaise est particulièrement impactée avec deux usines qui en utilisent : les sites d'Arkema et de Daikin, toutes deux à Oullins-Pierre-Bénite, dont les rejets dans l'air et dans le Rhône ont impacté depuis des dizaines d'années les terres et les eaux souterraines. Un ensemble d'associations, de syndicats et d'institutions se sont mobilisés contre. L'objectif était à la fois de faire connaître les enjeux au grand public avec de nombreuses réunions d'information, ainsi que des actions coup de poing (blocage partiel de l'usine ARKEMA en février 2024), ou une marche festive à Oullins Pierre-Bénite, mais surtout de stopper la pollution, de permettre d'engager des dépollutions, et de demander des dédommagements pour les dégâts occasionnés par les industriels avec des actions en justice.

A ce jour, une plainte formée par l'association « Bien vivre à Pierre Bénite » et l'association « Notre affaire à tous » est actuellement en attente d'un jugement de la cour de Cassation. Plusieurs plaintes contre X ont été déposées soit par des associations soit par la ville de Pierre-Bénite pour mise en danger d'autrui, et la Métropole de Lyon a déposé un référé expertise pour déclencher une expertise indépendante permettant de juger de la responsabilité d'ARKEMA et de DAIKIN dans la pollution de l'eau. Enfin, une action collective en civil a été lancée par des collectifs locaux appuyée par le cabinet d'avocats Kaizen contre Arkema et Daikin. Un appel à témoignage a été lancé jusqu'au 31 mai pour recueillir les plaintes des personnes directement touchées par la pollution aux PFAS, avec un objectif de 500 personnes plaignantes. La loi d'interdiction des PFAS votée en février 2025 et qui

rentrera en vigueur en 2026 est un grand pas en avant, malgré ses limites (dont l'exemption pour les ustensiles de cuisine), mais le combat est loin d'être fini dans la détermination des responsabilités de chacun et pour l'application du principe de « pollueurs – payeurs ».

Arnaud PEYRE

Relaxe pour les 8 militant-es écologistes qui avaient mené une action à l'usine Arkema en 2024



Le 2 mars 2024, à l'appel de Youth for climate et Extinction rebellion, plus de 200 militants

écologistes, vêtus de tenues blanches et portant des masques, s'étaient introduits dans l'usine Arkema de Pierre-Bénite pour alerter sur la pollution aux PFAS, en déployant des banderoles pointant la responsabilité du groupe industriel.

Huit d'entre eux avaient été poursuivis pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens ».

En première instance, ils et elles avaient reconnu avoir pris part à l'action, mais tous avaient réfuté avoir participé à des dégradations. Ils avaient été relaxés, le tribunal jugeant que « la qualification pénale constituait une ingérence disproportionnée dans l'exercice de la liberté d'expression alors que les personnes poursuivies s'inscrivent dans une action politique pour alerter sur les dangers de cette pollution ». Le parquet avait fait appel, et l'avocat général avait requis de 4 à 6 mois de prison avec sursis contre les huit militant-es, tandis qu'Arkema leur demandait 53 650 € de dommages et intérêts.

Le 15 mai, la Cour d'appel les a relaxés estimant qu'il ne résultait pas des éléments qu'ils aient participé directement à des dégradations.

AT

Loi Duplomb : La honte ne les étouffe pas !

Le 26 mai, l'Assemblée Nationale devait examiner la proposition de loi « Duplomb », du nom du sénateur qui en est à l'origine. Sous prétexte de lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur, ce texte, voté en première lecture par le Sénat, constitue une incroyable régression. Soutenu par la ministre de l'agriculture, ses principales dispositions sont autant de gages donnés à l'agriculture productiviste :

- élévation des seuils – nombre d'animaux – au-delà desquels une autorisation sera nécessaire pour accroître la taille des élevages,
- encouragement à l'irrigation massive en déclarant les projets de stockage d'eau comme « réputés d'intérêt général majeur »,
- dérogations pour l'usage des pesticides (les néonicotinoïdes comme l'acétamipride, toxiques pour les abeilles et les insectes pollinisateurs), possibilité d'épandage par drones !

L'Assemblée Nationale n'aura pas eu à en débattre ! Par un tour de passe-passe réglementaire les député-es macronistes, de la droite et du RN ont opportunément voté une motion de rejet contre ce texte qu'ils et elles défendaient pourtant ! Ce détournement de procédure est un hold up démocratique de plus à mettre au compte du pouvoir et de ses soutiens. En effet, c'est la commission mixte paritaire (7 député-es, 7 sénateurs/trices, majoritairement de droite) qui finalisera le texte à partir de la version votée par le Sénat. Il sera ensuite soumis aux deux assemblées sans possibilité d'amendements. La pression de la FNSEA et de la Coordination Rurale s'est exercée jusque devant l'Assemblée Nationale lors des débats. Faut-il s'étonner de la soumission de l'ensemble des droites aux intérêts de l'agrobusiness incarné par les leaders de ces organisations ? La bataille pour un autre modèle agricole, permettant aux paysans de vivre dignement et respectueux de l'environnement, est plus actuelle que jamais.

Campagne "Taxons les ultra-riches !"

ATTAC, Oxfam et 350.org poursuivent cette campagne avec une échéance au 12 juin : le vote au Sénat

La lettre ouverte ci-dessous est disponible sous forme de pétition sur les sites de ces 3 organisations, ainsi que sur celui des Victoires Populaires

Lettre ouverte aux sénateurs et sénatrices

Madame, Monsieur,

Le 12 juin, vous aurez l'opportunité de voter une proposition de loi essentielle qui peut faire une vraie différence dans la vie des Français et Françaises : la mise en place d'un impôt minimum sur les grandes fortunes. Ce texte vise à assurer une contribution plus équitablement répartie pour faire face aux défis que nous devons relever ensemble, en étant fidèle au principe d'égalité devant l'impôt consacré par la Constitution française.

Notre pays fait face à une crise du financement des services publics, à un besoin impératif d'investissement dans la transition écologique et à une demande légitime des citoyennes et des citoyens pour plus de justice fiscale. Dans ce contexte, la taxation des personnes les plus fortunées, détenant à minima 100 millions d'euros, est une mesure pragmatique et nécessaire qui permettrait de rapporter entre 15 et 25 milliards d'euros par an.

Elle est plébiscitée par des économistes de renom, y compris par des institutions financières internationales, afin notamment de collecter le manque à gagner fiscal auprès



des acteurs aujourd'hui sous-imposés. Aujourd'hui, les ultra-riches paient proportionnellement moins d'impôts : chez les 0,1 % les plus riches, le taux peut chuter jusqu'à 0,2 % de leurs revenus. Il est urgent d'agir pour que chacun contribue à hauteur de ses moyens.

Ce texte ne pénalise ni l'investissement ni l'entrepreneuriat, et ne risque pas d'engendrer d'exil fiscal à grande échelle mais au contraire assure que les contributions fiscales soient proportionnelles aux ressources de chacun·e. C'est un enjeu de responsabilité et d'efficacité économique : un système fiscal plus juste permet de renforcer la stabilité sociale et économique du pays à court et moyen terme. Nous nous adressons à vous, sénateurs et sénatrices, car nous savons que vous partagez cette ambition d'un modèle économique durable et de solutions pérennes aux crises auxquelles fait face le pays et celles à venir. Soutenir cette loi, c'est envoyer un signal fort : celui d'un engagement en faveur de la responsabilité économique et de la cohésion sociale.

Votre vote du 12 juin sera décisif. Nous comptons sur vous pour prendre une décision courageuse et juste, qui répond aux attentes des citoyennes et des citoyens et qui prépare la France aux défis de demain.

Antiracisme

Contre l'islamophobie et tous les racismes !



Laurence Boffet intervient pour Ensemble! lors du rassemblement du 11 mai.

Le 11 mai, après deux premières mobilisations convoquées dans l'urgence, le collectif On S'en Mêle et un bon nombre d'organisations avaient appelé à un rassemblement Place des Terreaux suite au meurtre d'Aboubakar Cissé dans une mosquée du Gard. Pour dire que ce meurtre n'était pas un "accident", mais le fruit de décennies de discours haineux et de lois d'exception visant les Musulmans ...

Nous vivons actuellement un climat particulièrement nauséabond, avec une montée d'actes islamophobes, et d'actes racistes en général, comme d'ailleurs aussi d'actes antisémites ...

Ce climat nauséabond est entretenu par une parole xénophobe décomplexée portée non seulement par une extrême droite conquérante, mais beaucoup plus largement, et jusqu'au gouvernement. Les exemples sont légion, jusqu'à la récente suspension des subventions à l'Université Lyon 2 par la Région parce qu'elle serait d'après Wauquiez un repaire « islamo-gauchiste » ...

Et cette parole décomplexée est relayée en boucle dans les nombreux médias contrôlés par les milliardaires Bolloré ou Sterin. Une collusion qui rappelle de sinistres souvenirs du siècle dernier ...

Pire, cette parole est confortée par une vague de fond mondiale sur fond de trumpisme.

Il y a urgence à reprendre l'initiative, à faire entendre la voix, heureusement majoritaire, de tous ceux et celles qui refusent cet islamophobie et tous les racismes.

L'antiracisme n'est pas un supplément d'âme, il doit être au cœur de tout projet d'alternative de société aujourd'hui.



Laurence BOFFET
VICE-PRÉSIDENTE MÉTROPOLE DE LYON
Déléguée à la Politique de concertation - participation
citoyenne
membre du groupe MIRS
CONSEILLERE MAIRIE LYON 1^{ER}
Délégation "Solidarités internationales"

Pour être informé de l'activité de Laurence BOFFET
connectez-vous et suivez sa page Bluesky :
@laurenceboffet.bsky.social
Contact mail : l.boffet.metropole@gmail.com

Municipales 2026, l'unité de la gauche et des écologistes est-elle vraiment une option ?

Fin avril, la revue *Regards* commande un sondage pour la présidentielle de 2027, qu'on pourrait qualifier de « sondage à blanc » pour la gauche. C'est-à-dire sans aucun nom, oubliant le casting et les débats qui nous animent. Dans cette configuration, avec toutes les lacunes de l'exercice, et surtout deux ans avant, la gauche pourrait être au deuxième tour ... avec 26 %.

Sans casting et sans débat, notre camp politique complet rassemble à peine plus du quart des électeurs-trices. Rien du tout donc ! Si on refait l'exercice cette fois-ci en mettant des noms, et en remettant la loupe grossissante et déformante sur nos débats, c'est encore moins.

A son AG de fin mai 2025, notre mouvement ENSEMBLE! a adopté une motion qui indique travailler dès aujourd'hui à des listes rassemblées dès le premier tour pour les municipales, mais aussi à redonner aux syndicats, associations et collectifs citoyens la place et les moyens d'agir avec nous. La cohérence qui nous permettrait d'éviter le pire est à construire maintenant à toutes les échelles.

L'AG a également détaillé comment poursuivre en parallèle la construction d'une force commune avec l'APRES (Association pour une République Ecologique et Sociale), et la construction du Nouveau front populaire, suivant les formes possibles localement (collectifs NFP, ...). Ici, les collectifs et sections du Rhône d'ENSEMBLE !, de l'APRES, de Génération.s se réunissent en coordination régulières. Mais pour tout le Nouveau front populaire, à Lyon et dans la Métropole, cela devrait être la même chose. Mais la petite musique du « comme d'habitude » revient, qui consiste à se compter au 1^{er} tour, à tracer des tranchées soit disant infranchissables avant, pour finalement contruire des passerelles brinquebalantes ensuite. Cette pratique est le plus souvent illisible pour les électeurs-trices et repoussante pour les énergies. Mais rassembler suppose aussi de ne pas trouver le plus petit dénominateur commun mais le plus grand, et pour cela les débats et constructions collectives de tout le Nouveau

front populaire sont nécessaires. Mais cela ne se fait pas, chacun travaillant son programme et ses idées dans son camp seulement. Pour ne prendre que deux exemples récents de « tranchées » locales : la question de l'accueil des migrant-es n'est pas juste une bataille réservée aux collectifs les plus à gauche et « trop radicaux » ; de même, croire que la suppression de la ZFE pourra profiter à d'autres que l'extrême droite, en confondant écologie populaire et écologie populiste, est un rêve. Alors que le camp d'en face a toutes les armes médiatiques et la masse des travaux sur laquelle surfer, il ne faut pas oublier que le bilan est très honorable (2,5 milliards d'investissement dans les transports en commun, un revenu de solidarité jeune, une régie publique de l'eau efficace, des budgets multipliés par dizaines ...) et qu'il faut travailler ensemble pour ouvrir la voie d'une victoire possible aux municipales, mais aussi à l'élection suivante ...



Consultez régulièrement notre site et
notre page Facebook, faites les connaître :
le site : www.ensemble69.org
la page Facebook : @Ensemble69



Page ouverte à : L'APRES 69

Dans le cadre du travail commun que nous développons avec nos partenaires L'APRES et Génération.s dans le Rhône, nous ouvrons désormais une page de notre Lettre à ces deux mouvements.



Vivement les gauches réconciliées

Et voilà que chez les insoumis et chez les socialistes, certains nous rejouent la partition des gauches irréconciliables. Ceux-là même qui ont été élu députés en 2024... grâce à l'élan unitaire du Nouveau Front populaire ! Entre les lignes, des stratégies personnelles et des appétits boutiquiers qui prévalent, loin de l'intérêt supérieur du peuple de gauche. Désolant au regard de l'enjeu mais surtout du risque, avec des droites austéritaires au gouvernement et la possible arrivée de l'extrême-droite au pouvoir.

Avec Ensemble!, Génération.s et l'Après, nous avons choisi de promouvoir l'unité, autour d'un programme de transformation sociale et de bifurcation écologique. Nous travaillons actuellement à un rapprochement pour éviter un archipel de petits mouvements. C'est heureux. Ne perdons cependant pas la priorité du moment : faire famille dans le Nouveau front populaire, rien que le Nouveau Front populaire ! C'est-à-dire la base la plus large qui soit, des socialistes aux insoumis.

Ce Nouveau front populaire, il est à sceller à la rentrée prochaine à l'échelle de la Métropole de Lyon. A Lyon et Villeurbanne notamment, où nos exécutifs sortants –NFP– ont montré qu'ils pouvaient changer de paradigme face au « modèle lyonnais » de Gérard Collomb, que l'attractivité à marche forcée était l'apanage des métropoles libérales, que la ville n'avait pas à être le terrain de jeux des promoteurs

immobiliers, que les services publics étaient une « valeur » avant d'être un « coût ». Bien sûr, nous devons peser auprès des écologistes pour que les mobilités durables se fassent au prisme de la justice sociale. La ZFE Critair 3 ne peut se faire sans dérogation supplémentaire pour les foyers les plus modestes. Les nouvelles lignes fortes du SYTRAL doivent être programmées au bénéfice des quartiers populaires. L'ambition d'un réseau de transports en commun gratuit doit être tenu, même si cela peut passer d'abord par des gratuités partielles ou des expérimentations. Avec la démonstration de nos victoires locales en 2026, nous devons mettre le cap sur la présidentielle et même la dépasser. Il nous faut sortir du piège de la Ve République et du seul visage présidentiel. Notre gauche doit faire le récit d'une équipe gouvernementale plurielle, d'une majorité parlementaire rose, rouge et verte, respectueuse des équilibres et des sensibilités, toutes et tous unis autour d'un programme ambitieux, celui du NFP. Les électrices et électeurs de gauche n'en peuvent plus de la division. Ils et elles sauront reconnaître l'élan unitaire, les gauches réconciliées.

Laurent BOSETTI, pour l'APRES 69, Adjoint au Maire de Lyon

Page ouverte à : Génération.s 69

L'inaction climatique est punitive, pas l'écologie

La dernière semaine du mois de mai 2025 restera une semaine noire pour l'écologie politique en France. L'Assemblée nationale a renvoyé le débat sur la proposition de loi du sénateur LR Laurent Duplomb en commission mixte paritaire afin d'éviter tout débat quand dans le même temps les travaux de l'autoroute A69 ont été relancés et divers dispositifs détricotés. La proposition de loi Duplomb (PPL) visant à "lever les contraintes au métier d'agriculteur" était soumise à l'examen de l'Assemblée nationale après être passée entre les mains du Sénat.

Cette PPL est un texte aux relents trumpistes, ardemment soutenu par la FNSEA et les représentants de l'agro-business et qui ne profitera qu'à une minorité d'agriculteurs. Elle vise à réintroduire la néonicotinoïdes, unanimement reconnus dans la communauté scientifique par leur impact néfaste sur les insectes pollinisateurs. Elle vise aussi à faciliter la création de méga-bassines et à affaiblir l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation et de l'environnement.

Malgré ces éléments, une motion de rejet a été déposée et adoptée grâce aux votes de Renaissance, Les Républicains et de l'extrême droite. Par cette manœuvre utilisée contre leur propre texte, la coalition gouvernementale a pu éviter tout débat sur le texte en assemblée et la renvoyer à l'examen de la commission mixte paritaire (CMP) où la

version du Sénat sera examinée. Il s'agit non seulement d'un déni démocratique supplémentaire de la part des macronistes alliés avec les Républicains mais aussi d'un terrible retour en arrière après des années d'avancées en matière d'interdiction des pesticides.

Pendant tout ce temps, pas une seule proposition n'a été faite pour améliorer les revenus des agriculteurs, qui était pourtant une des revendications principales lors des manifestations de la profession en début d'année 2024. Rien non plus sur l'enjeu du renouvellement des générations, de l'accès au foncier agricole ou sur une plus juste répartition des marges. La droite et l'extrême droite ont choisi leur combat : défendre un modèle néfaste en bout de course au détriment des paysannes et des paysans.

On pourrait également parler de la suppression des Zones à Faible Émissions (ZFE) ou encore du détricotage du dispositif Zéro Artificialisation Nette (ZAN) pourtant portés au départ par les macronistes.

Les ZFE étaient un dispositif imparfait, pénalisant les plus précaires et donc particulièrement injuste, démontrant que



la transition écologique ne peut se faire au détriment des exigences sociales. Cependant rien n'a été proposé comme alternative alors que l'objectif de départ était le bon : lutter contre la pollution de l'air dans les grandes métropoles. Cette pollution est responsable de 40 000 morts chaque année en France et de l'apparition de 4 000 cas de cancer du poumon entre autres. Et si ces arguments ne parviennent pas à convaincre la coalition gouvernementale, ajoutons que l'ensemble des impacts économiques de la pollution de l'air est estimé à 17 milliards d'euros par an. Tous ces reculs sont autant de défaites infligées à la gauche et aux écologistes mais elles ne doivent pas faire oublier

que les avancées précédemment acquises l'ont été par la mobilisation de l'ensemble des forces vives de la société, nous l'avons encore vu récemment avec les PFAS. Ces idées continuent d'infuser dans la société et à convaincre de plus en plus de monde que des alternatives sont possibles. Certaines existent déjà, notamment à travers l'agroécologie pour l'agriculture, et fonctionnent. Un autre chemin est possible.

Luc ANTOINE

Solidarité internationale

Israël contre la culture palestinienne

Dans le cadre de son nettoyage ethnique du peuple palestinien, Israël a mené une politique visant à cibler délibérément la culture palestinienne. Pour ne donner que quelques exemples :

- Pendant la Nakba de 1948 (nettoyage ethnique sioniste de la plupart des Palestiniens autochtones), les milices sionistes et plus tard Israël ont pillé et/ou détruit des dizaines de milliers de livres palestiniens.
- Lors de l'invasion militaire israélienne de Ramallah en 2002, les soldats ont saccagé des centres culturels et détruit des manuscrits originaux appartenant au poète palestinien Mahmoud Darwish.
- En 2009, la Ligue arabe et l'UNESCO ont désigné Jérusalem comme capitale de la culture arabe pour cette année-là. Israël a interdit les célébrations et sa police a dispersé des rassemblements culturels dans des lieux situés dans tout Jérusalem-Est occupée.
- Avant et surtout depuis le début de la destructions complètes de Gaza, l'ensemble des sites archéologiques et historiques palestiniens ont été systématiquement anéantis, sans oublier les édifices patrimoniaux, universitaires, religieux, etc.

DES ARTISTES CONTRE LE GENOCIDE



manikfestation à Malmö (Suède) contre la participation d'Israël à l'Eurovision

Le mouvement BDS, en partenariat avec le collectif Artists for Palestine UK, a lancé un appel à l'exclusion d'Israël du Concours Eurovision de la chanson. Cette initiative, adressée à l'Union européenne de radio-télévision (UER), a reçu le soutien de plus de soixante anciens participants au concours, qui demandent l'exclusion du diffuseur public israélien KAN en raison de sa complicité dans le génocide en cours à Gaza, et de la violation des codes éthiques de l'UER et des règlements du concours.

Dans une lettre ouverte publiée par Artists for Palestine UK, les signataires dénoncent la participation continue de l'État d'Israël à l'Eurovision, qu'ils considèrent comme une forme de normalisation et de blanchiment de ses crimes. « Nous refusons que la musique soit utilisée pour blanchir des crimes contre l'humanité », écrivent les artistes, appelant l'UER à agir sans délai pour préserver l'intégrité du concours et éviter qu'il ne soit discrédité et perturbé.

La lettre souligne également que l'édition 2024 a été « la plus politisée et la plus désagréable de l'histoire du concours », en raison notamment du traitement de faveur accordé à la délégation israélienne, alors que d'autres artistes et pays étaient soumis à la censure voire l'exclusion, notamment la Russie et la Biélorussie. Par ailleurs, le radiodiffuseur KAN s'est illustré par des commentaires offensants envers d'autres délégations lors de la retransmission en direct.

Les déclarations du rédacteur en chef de KAN, Eran Cicurel, qui a affirmé que l'Eurovision est une « arène critique pour le plaidoyer israélien », confirment l'usage politique du concours par Israël pour redorer son image à l'international, en dépit de la situation humanitaire catastrophique qu'il impose à Gaza.

Alors que 2,3 millions de Palestiniens sont privé·es d'aide humanitaire d'urgence en raison d'un blocus total imposé depuis plus de deux mois, Israël poursuit ses bombardements massifs et cible désormais les convois d'aide maritime en violation du droit international. Cette barbarie systémique, rendue possible par une impunité persistante, appelle une réponse forte et immédiate des institutions culturelles internationales.

Le 19 juillet 2024, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a officiellement déclaré illégale l'occupation israélienne de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et la bande de Gaza, reconnaissant les violations du droit international, notamment par un régime de ségrégation raciale et d'apartheid. La CIJ a incité les États à prendre des mesures concrètes, telles que l'imposition d'un embargo militaire et des sanctions ciblées.

Dans ce contexte, l'UER ne peut continuer à appliquer une politique de deux poids, deux mesures, ni à se rendre complice de la dissimulation de crimes contre l'humanité. Il est impératif que l'organisation exclue Israël de l'Eurovision et refuse d'offrir une plateforme intègre à un État accusé de violations graves du droit international. Ainsi l'UER a un choix clair : se ranger du côté de la dignité humaine et du droit international, ou cautionner, par son silence, l'impunité d'un État responsable d'exactions massives.

(in Campagne BDS France)

.../...

LE BOYCOTT CULTUREL D'ISRAËL, Pourquoi ?

Entendons-nous bien sur ce que doit recouvrir, à notre sens, ce terme de boycott culturel. Il s'agit, si on lit bien l'appel ci-dessous du PACBI, de boycotter les événements promus par les institutions étatiques d'Israël ainsi que les groupes de pression qui lui sont liés. Il ne s'agit pas, bien évidemment, de boycotter par exemple Yuval Abraham présentant son film *No Other Land* ou le journaliste et auteur Michel Warschawski !

Israël utilise ouvertement la culture comme une forme de propagande pour blanchir ou justifier son régime d'occupation, de colonialisme et d'apartheid sur le peuple palestinien. Tout comme les militants anti-apartheid sud-africains avaient appelé les artistes, les écrivains et les institutions culturelles internationales à boycotter culturellement l'Afrique du Sud, PACBI ⁽¹⁾ demande instamment aux travailleurs culturels internationaux et aux organisations culturelles, y compris les syndicats et les associations, de boycotter et/ou de travailler à l'annulation des événements, activités, accords ou projets impliquant Israël, ses groupes de pression ou ses institutions culturelles. Les lieux et festivals internationaux sont invités à rejeter tout financement et toute forme de parrainage de la part du gouvernement israélien. Des milliers d'artistes à travers le monde refusent désormais de se produire en Israël. Des responsables du gouvernement israélien ont résumé la manière dont Israël instrumentalise la culture pour

dissimuler ses graves violations du droit international. « Nous considérons la culture comme un outil de hasbara [propagande] de premier ordre », a admis un fonctionnaire, « et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture. » Les institutions culturelles israéliennes font partie intégrante de l'échafaudage idéologique et institutionnel du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid contre le peuple palestinien. Ces institutions sont clairement impliquées, par leur silence ou leur participation active, dans le soutien, la justification et le blanchiment de l'occupation israélienne et du déni systématique des droits des Palestiniens. Lorsque des artistes internationaux se produisent dans des lieux et institutions culturels israéliens, ils contribuent à créer la fausse impression qu'Israël est un pays « normal » comme les autres. La majorité absolue des écrivains, artistes et centres culturels palestiniens ont approuvé le boycott culturel d'Israël, et il y a un nombre croissant d'Israéliens anticolonialistes qui soutiennent le BDS ⁽²⁾, y compris le boycott culturel d'Israël.

⁽¹⁾ PACBI : Collectif d'universitaires, d'artistes et de travailleurs culturels palestiniens, ayant lancé un appel au boycott culturel d'Israël.

⁽²⁾ BDS : Boycott – Désinvestissement – Sanctions

Article rédigé par Roger CHAMP d'après les documents de BDS France - I'AFPS - UJFP

Marche lyonnaise en solidarité avec la Kanaky



Belle réussite que la marche pour la mémoire, la justice et la liberté du 13 mai dernier appelée par le collectif solidarité Kanaky 69, un an tout juste après le soulèvement de la jeunesse kanak contre un projet de loi visant à effacer progressivement le peuple kanak de sa propre terre. Rassemblant 200 personnes et colorées de nombreux drapeaux kanaks, la marche anniversaire lyonnaise a été précédée de prises de paroles des différentes organisations du collectif qui ont notamment permis de rappeler la situation des militants indépendantistes déportés dans l'hexagone pour y être détenus sous des accusations injustes, tel des prisonniers politiques, et revendiquer leur libération dans le cadre de la reprise des discussions avec l'État.

L'occasion aussi pour nous de revenir sur l'attitude du camp non indépendantiste qui, depuis le referendum de 2021, a rompu avec toute idée de reconnaissance du droit historique du peuple kanak à l'autodétermination. C'est cette attitude relayée directement auprès de Macron par leurs leaders Sonia Backès et Nicolas Metzdorf qui a entraîné l'Etat français à avancer ces dernières années sans tenir compte de la mobilisation indépendantiste et des alertes venues de toute part. Cela s'est cristallisé sur le projet de dégel du corps électoral jusqu'à l'explosion du 13 mai 2024.

Début mai, les deux partis non indépendantistes (Les Loyalistes et le Rassemblement) ont fait capoter les discussions engagées par Manuel Valls qui proposait de reconnaître le droit à

l'indépendance de Kanaky dans un projet « d'indépendance association » avec la France qui avait au moins le mérite de reconnaître que l'Etat s'était écarté de l'esprit des accords de Nouméa et qu'il fallait maintenant y revenir. C'est bien l'idée même d'un indépendance possible, quel qu'un soit la forme ou les échéances, que les dirigeants de ces partis refusent, lorsqu'ils proclament que mieux valait pas d'accord qu'un accord qui reconnaisse le droit à l'indépendance. Ces partisans du maintien de la France coloniale affirment maintenant que Valls est disqualifié pour la suite des discussions et réclame une reprise en main du dossier par l'Elysée.

Mais alors quelles leçons le clan colonialiste a-t-il tiré des événements du printemps 2024 ? Rien d'autre que de prôner désormais un projet fou de partition du pays, sous couvert de fédéralisme, projet qui ne serait rien d'autre que le maintien de l'accaparement des richesses de Nouvelle Calédonie et l'assurance d'une discrimination sociale perpétuelle contre les Kanaks. En cohérence hélas avec ce projet, des milices continuent à s'organiser en toute impunité pour devenir le bras armé de cette politique derrière de prétendus comités d'autodéfense.

Il faut mettre ce projet en échec. Cela se fera bien sûr et avant tout en Nouvelle Calédonie Kanaky par le calme et la détermination du peuple Kanak, par la mobilisation sociale et électorale.

Mais face aux colonialistes et à leur projet de division, face à leur puissants relais dans la droite française jusqu'au gouvernement et à l'Elysée, nous devons aussi convaincre l'opinion française des droits du peuple Kanak sur son territoire, du droit à l'autodétermination et à la souveraineté dans un projet comme celui porté par le FLNKS. Nous devons réunir le front le plus large de la société française, pour le droit à l'autodétermination. Oui, l'unité de la gauche écologique et sociale française doit aussi servir la solidarité politique indispensable avec la Kanaky.

Bernard TEISSIER

Pour arrêter la guerre meurtrière de Poutine, renforcer notre soutien au peuple ukrainien !

Les pitreries de Trump ne font pas avancer d'un pas la paix en Ukraine. Trump soutient en réalité toutes les demandes de Poutine pour conclure un accord de paix sur le dos des Ukrainiens. Il est prêt à brader la paix en Ukraine et la mise sous tutelle de l'Ukraine en échange de la mainmise sur les terres rares ukrainiennes et avec la perspective de développer son business en Russie avec le dictateur Poutine. De même qu'il soutient le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu dans sa volonté de faire disparaître le peuple palestinien et propose que la bande de Gaza soit contrôlée par les USA. Ceux-ci y installerait une Riviera pour les riches du monde entier pendant que les Palestiniens seraient victimes d'une nouvelle Nakba.

D'ailleurs Poutine a bien compris qui était Trump, qu'il balade de réunion en réunion en lui faisant croire qu'il veut la paix. Et pendant les pseudos négociations, les bombardements de civils, dont des enfants, continuent et s'intensifient en Ukraine. Cet entêtement criminel est le même chez Netanyahu contre les populations civiles palestiniennes ... Ni Poutine, ni Netanyahu n'envisagent de solutions politiques, autres que la destruction et la soumission d'un peuple. C'est pourquoi il ne faut pas fléchir dans notre soutien tant à la résistance du peuple palestinien qu'à la résistance du peuple ukrainien.

Une intense activité de soutien au peuple ukrainien



Le collectif 69 de solidarité avec le peuple ukrainien dont la composition s'est élargie a pris plusieurs initiatives :

- Le samedi 5 avril, une dizaine de militant-es ont accroché notre banderole « troupes russes hors d'Ukraine » place de la Comédie, et distribué un tract dénonçant les décisions de Trump qui « en coupant l'aide humanitaire, en suspendant les livraisons d'armes et l'apport du renseignement américain, ont affaibli l'Ukraine, et permis à Poutine d'intensifier ses bombardements meurtriers et favorisé ses actions militaires ».

Et ces bombardements continuent aujourd'hui ... avec des « négociations » qui patinent ...

- Le 1^{er} mai, plus d'une dizaine de militant-es du collectif ont fait un point fixe avec notre banderole à Saxe Gambetta, puis place Jean Macé en distribuant un tract de solidarité avec le peuple ukrainien. L'accueil a été très positif : sourires, pouces d'approbation, poings levés ou applaudissements, discussions individuelles à partir de notre tract distribué à un millier

d'exemplaires, un don financier, beaucoup de photos prises par les manifestant-es, des encouragements et des remerciements pour notre présence.

- Le 8 mai, le collectif a dénoncé par un communiqué (voir extrait repris par la presse) la manifestation dite du « régiment des immortels » à Vénissieux (groupant une centaine de personnes) initiative soi-disant pacifiste qui a été détournée en soutien à Poutine, dans sa lutte contre ce qu'il appelle les « ukros nazis » (sic !) Deux camarades du collectif sont allés sur place avec leur drapeau ukrainien, ce qui a provoqué des discussions mais pas d'agression.

Extrait du communiqué du collectif Ukraine 69 pour le 8 mai 2025 :

"Nous dénonçons le détournement de cette initiative qui va à l'encontre du pacifisme et sert aujourd'hui à légitimer et soutenir l'agression des Russes en Ukraine. Rappelons que des soldats ukrainiens, biélorusses, kazakhs, et d'autres républiques soviétiques ont donné leur vie pour cette guerre contre les nazis et que les villes ukrainiennes de Kiev, Odessa, Sébastopol, Kertch ont des marbres dans le jardin d'Alexandre qui commémore près de la place rouge les villes martyrs de l'URSS pendant la 2^{ème} guerre mondiale. Nous nous étonnons que la mairie de Vénissieux communiste, soit complice de fait de cette initiative nationaliste pro-Poutine en oubliant que ce sont les soldats de l'URSS et non de la Russie (dont des dizaines de milliers de soldats ukrainiens) qui ont combattu les forces nazies".

Après la déclaration du PKK, quel avenir pour la paix en Turquie et la région ?



Le 12 mai : le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) annonçait ainsi son autodissolution et la fin de la lutte armée en Turquie. « La lutte du PKK a fait tomber la politique de déni et d'annihilation de notre peuple, amené la question kurde à un point où elle peut se résoudre à travers des politiques démocratiques »

Cette décision fait suite à un appel du 27 février d'Abdullah Öcalan, leader historique du Parti, enfermé dans la prison d'Imrali depuis 29 ans qui appelait le PKK à décider de sa dissolution.

Cette déclaration rappelle la lutte menée par le PKK depuis 1984 (lutte qui s'est traduite par « des milliers de villages kurdes rasés, des millions de Kurdes déplacés, des dizaines de milliers de prisonniers politiques et des milliers d'assassinats »), lutte qui, lit-on, a empêché « l'anéantissement du peuple kurde. » En outre, appel est fait aux partis politiques turcs pour « qu'ils prennent leurs responsabilités ». Appel également à l'Assemblée nationale de Turquie et aux « communautés religieuses, aux intellectuels, aux universitaires, aux artistes, aux syndicats ouvriers et paysans, aux organisations de femmes et de jeunesse et aux mouvements écologistes à participer au processus de paix ». Cette déclaration, a suscité des réactions, les unes attendues, d'autres plus surprenantes.

Du côté « pro-PKK » de Turquie, pas de surprises. Le PKK a immédiatement annoncé qu'il déposait les armes et prononçait sa dissolution : « La lutte du PKK a fait tomber la politique de déni et d'annihilation de notre peuple, amené la question kurde à un point où elle peut se résoudre à travers des politiques démocratiques »

Le parti DEM (qui succède au HDP menacé d'interdiction en Turquie) a salué « l'un des tournants les plus importants de l'histoire récente de la Turquie ».

Les kurdes du Rojava saluent la décision du PKK. Néanmoins Mazlum Abdi, le commandant des FDS (Forces Démocratiques Syriennes) a dit ne pas être concerné par cette décision de déposer les armes et a confirmé le refus de se fondre purement et simplement dans la nouvelle armée syrienne du nouveau régime et confirme sa volonté de garder une certaine autonomie, aussi bien pour ses troupes que pour l'AANES (Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, c'est-à-dire le Rojava).

Massoud Barzani (leader du PDK irakien) soutient parfaitement la décision du PKK, espérant même que cela mettra fin aux incursions turques sur le territoire irakien.

De son côté, Nechirvan Barzani, président de la région autonome du Kurdistan irakien, a salué, cette décision du PKK, qui « démontre une maturité politique et ouvre la voie à un dialogue favorisant la coexistence et la stabilité en Turquie et dans la région ».

Du côté du pouvoir turc, les sons de cloche diffèrent. Le CHP (parti kémaliste en gros social-démocrate) fait profil bas. Il est surtout préoccupé par son propre sort depuis l'arrestation d'Imamoğlu, le maire d'Istanbul. Et a déploré, selon ses dires, le peu de participation des kurdes aux manifestations contre cette arrestation...

Le MHP de Devlet Bahçeli (parti d'extrême droite que Bozarslan qualifie de « national-socialiste ») a, étonnamment, été à l'origine des négociations. Une des explications, serait que Bahçeli est soucieux d'éviter qu'Israël qui soutient les kurdes (les ennemis de nos ennemis étant nos amis !) ne trouve dans la cause kurde, un prétexte à aggraver son intervention dans la région (il occupe déjà le Golan en Syrie) et ses pressions sur la Turquie même.

L'AKP (le parti islamo-conservateur de Erdoğan) a salué « une étape importante vers l'objectif d'une Turquie débarrassée du terrorisme ». Le ministère de l'intérieur salue une étape historique et encourageante. Mais, a-t-il ajouté « il faudra prendre des mesures pratiques » En effet : Que faire des combattants kurdes (entre 6000 à 15000 selon les sources), quelle réinsertion pour eux ? Idem pour les milliers de prisonniers politiques ? Comment assurer le contrôle des dépôts d'armes ?

Et Erdoğan ? Le moins que l'on puisse dire est qu'il reste discret ! Car un aspect essentiel de la déclaration d'Öcalan énonce que l'abandon de la lutte armée a pour corollaire nécessaire la démocratisation du régime turc, la question kurde et la démocratisation de la Turquie étant indissociablement liées. Or Erdogan est surtout motivé par le renforcement de son pouvoir. Les discussions éventuelles s'annoncent très serrées...

Enfin, la position française semble être de continuer à soutenir la cause kurde.

Reste ; que va faire Trump ! Qui peut le dire !!! Pour le moment, il n'a pas l'air de vouloir se désengager...

Nous, devons manifester notre soutien à la décision du PKK, à multiplier la pression sur les autorités françaises pour qu'elles interviennent auprès des autorités turques pour favoriser le processus de paix au Kurdistan !

Gilles LEMEE

Retour sur l'Assemblée Générale d'ENSEMBLE!

ENSEMBLE! a tenu une Assemblée générale les 24 et 25 mai à Bagnolet. Convoquée pour se prononcer, suite à la consultation des militant·es, sur la perspective de construction d'une force commune avec L'APRÈS, l'Assemblée a, dans un premier temps, débattu d'une situation internationale et nationale très inquiétante. Au plan international, c'est une montée des dangers sur fond de remise en cause de l'ordre mondial né en 1945 : droit international en lambeaux ; tensions entre impérialismes et risques de guerre ; crises économiques, sociales, écologiques et technologiques ; montée des régimes d'extrême droite et attaques contre les droits sociaux et politiques.

En France, le débat public, focalisé par les discours de l'extrême droite et de la droite radicalisée, occulte une crise sociale qui vient : des dizaines de milliers d'emplois sont menacés dans l'industrie, l'économie sociale et solidaire, les PME. Il y a urgence à organiser la contre-offensive ! La journée d'action syndicale du 5 juin y contribue (date d'examen par l'Assemblée nationale d'une résolution abrogeant la loi « retraites » de 2023). L'appel de Lucie Castets à une rencontre le 2 juillet comme la construction et le renforcement des collectifs du NFP également. ENSEMBLE! soutient ces initiatives. (cf motion publiée en p.2 de ce numéro)



C'est dans ce contexte que notre Assemblée générale a ensuite abordé la question du rapprochement avec L'APRÈS au vu des discussions qui se sont poursuivies avec cette organisation. Lors de la consultation des adhérent·es, 81 % avaient approuvé le projet d'avancer dans la constitution d'une organisation commune avec L'APRÈS. L'AG s'est prononcée pour qu'une large délégation de notre mouvement participe au Congrès de L'APRÈS les 21 et 22 juin et pour que la nouvelle organisation commune soit annoncée lors de ce Congrès.

Elle appelle parallèlement les collectifs locaux et commissions thématiques d'ENSEMBLE! à se rapprocher de leurs équivalents de L'APRÈS pour travailler à la mise en place de structures communes, étant entendu que cette mise en place, permettant le dépassement d'ENSEMBLE!, se concrétisera progressivement. Mandat a été donné à nos représentant·es pour continuer à travailler sur le protocole d'accord final : nom de l'organisation commune, programme, statuts...

Toutefois, des membres d'ENSEMBLE!, ne souhaitant pas s'engager dans ce processus, ont décidé de constituer un réseau coopératif de gauche alternative ouvert à chaque militant·e quels que soient ses choix (organisé·e ou pas,

ayant rejoint ou non L'APRÈS ou toute autre structure). Les résolutions et motions, adoptées au consensus par l'Assemblée générale, peuvent être retrouvées sur le site d'ENSEMBLE!

Et dans le 69 ?

Suite à une AG locale, 9 délégué·es d'Ensemble! 69 ont pu participer à l'AG nationale à Bagnolet, témoignant de l'importance qu'ils et elles accordaient à cette étape décisive pour la constitution d'une force commune avec L'Après. Précédemment, les adhérent·es du mouvement dans la Métropole de Lyon et le Rhône avaient très largement approuvé la poursuite du processus avec L'Après sur la base d'un pré-protocole d'accord.

Nous apprécions l'accord en vue non comme une fin en soi, mais comme une marche importante vers un objectif plus large, la constitution d'un pôle unitaire dynamisant le Nouveau Front Populaire et porteur en son sein d'une alternative de société. Ce pôle unitaire, nous souhaitons le construire notamment avec les partenaires qui partagent cet objectif, à commencer par Génération.s et le réseau Gagner! autour de François Ruffin.

Si les discussions se poursuivent au niveau national sur cet objectif plus large, nous n'attendons pas localement pour mettre en oeuvre collectivement un certain nombre d'initiatives et d'outils permettant de s'en rapprocher.

Quelques exemples :

- mise en place dès décembre 2024 d'une coordination permanente entre L'Après, Génération.s et Ensemble!
- début d'un travail de rapprochement sur nos implantations locales respectives
- enclenchement d'une campagne sur les enjeux de santé, à notre initiative commune et rejointe par un arc large de partenaires
- participation à des initiatives comme la venue de Clémentine Autain à Lyon ou de Raquel Garrido à Villeurbanne
- cortège commun L'Après - Ensemble! - Génération.s - Gagner! lors du 1^{er} mai à Lyon

